

Du peuple à la réaffirmation de l'intérêt général

Par **André Bellon** et **Anne-Cécile Robert**

Auteurs du *Peuple inattendu* (Éditions Syllepse)



L'élection de 2017 est originale en ce sens qu'au lieu de remplacer un des deux grands partis par l'autre, elle fusionne les deux au travers du nouveau président.

Mais la fusion de deux rejets crée-t-elle une nouveauté ?

Si l'onction du scrutin présidentiel confère au chef de l'État l'autorité pour agir, en a-t-il vraiment la légitimité ? Outre la faiblesse de son résultat du premier tour (18,3 % des inscrits) et l'ambiguïté du second tour, l'absence de réels débats de fond dans une campagne présidentielle parasitée par les affaires et rythmée par l'incessant tintamarre des sondages ne permet pas de donner une force démocratique à sa politique.

Le fractionnement inédit des votes du premier tour, éclatés en quatre blocs autour de 20 %, voire cinq si on ajoute un bloc votes blancs-abstentions, laisse entendre que les électeurs n'ont été réellement convaincus par personne et que leur vote est, sur un fond de confusion, un mélange d'interrogation et de rejet, d'envie de changement et de besoin de se rassurer. Peut-on bâtir un pouvoir solide sur de telles bases ? Notons que cette question aurait été posée à n'importe lequel des élus si l'ordre du carré de tête avait été différent. Si le caractère antidémocratique de l'élection présidentielle est posé depuis longtemps (personnalisation, embrigadement des électeurs, etc.), peut-on continuer à exiger du peuple qu'il remette son sort entre les mains d'une personne seule

même si celle-ci prétend être la dernière de la lignée présidentielle ? La solution ne peut pas venir d'une trajectoire individuelle ; elle ne peut émaner que de la collectivité des citoyens. Il faut donc susciter et accompagner un mouvement de reconstruction du corps social, de la communauté politique souveraine des

**C'est au niveau
déconcentré que
peut se réaffirmer
le citoyen, dans les
communes et dans
les quartiers.**

citoyens, seule habilitée à faire réémerger un nouveau contrat social après un débat libre et raisonné. C'est au niveau le plus déconcentré que peut se réaffirmer le citoyen, dans les communes et dans les quartiers, dans les associations civiques. La légitimité procède donc, dans cette vision, du bas vers le haut. Elle donne alors toute sa puissance à l'État. Le peuple n'a pas besoin de guides.

L'intérêt général est dilué dans des discours comptables simplistes. L'intérêt national est soit marginalisé par des discours manichéens sur la mondialisation ou la question européenne, soit caricaturé par son assimilation au discours xénophobe du Front national. De ce fait, le peuple, pourtant constitutionnellement souverain, n'est plus considéré que comme un acteur d'opérette. La reconstitution du peuple français comme communauté politique sous la bannière des droits de l'homme et du citoyen est la clé de la crise de régime que traverse la France dans un monde en profonde mutation. Il est grand temps de lier la reconstruction de la démocratie, et du peuple, à la réaffirmation de l'intérêt général. Cet enjeu n'appartient à personne mais appartient à tous. C'est donc avec conviction, mais modestie, qu'il faut accompagner le peuple dans la recherche de lui-même, dans la quête de sa souveraineté retrouvée. Nous appelons donc les citoyens à organiser, dans les formes qui leur conviendront, au niveau communal la reconquête de leur souveraineté. ●